

*Coût de la vie*

● (1640)

Certains ont cru bon de qualifier nos propositions avancées en février de désuètes, ou tout simplement indignes d'un gouvernement canadien.

**Une voix:** Les deux.

**M. Stanfield:** Peu m'importent les critiques des ministériels, car ils ont dit la même chose des solutions que nous proposons au chômage, de notre programme visant à indexer l'impôt sur le revenu, de nos recommandations touchant le rajustement des pensions de vieillesse tous les trois mois. Les députés d'en face ont continué à critiquer nos politiques jusqu'au moment où, faisant volte-face, ils les ont eux-mêmes mises en œuvre à la suite d'élections qui ne leur ont pas tellement réussi, il y a quelques temps.

Maintenant, le premier ministre prétend que la pénurie de vivres et l'imposition de contrôles sur toutes les denrées sont incompatibles avec des stocks suffisants. Je dis au premier ministre, par votre intermédiaire, monsieur l'Orateur, que c'est là une généralisation absurde. C'est faire injure à l'intégrité des producteurs canadiens, dont bon nombre ont déjà signifié par le truchement de leurs diverses associations qu'ils étaient prêts à coopérer en vue de maintenir les stocks à des niveaux élevés pendant l'application d'un programme de contrôles et qu'ils appuieraient un tel programme. Mais les coûts de production constituent, en fait, un argument légitime contre les contrôles sélectifs ou des tentatives pour fixer isolément les prix des denrées alimentaires. Rien ne m'autorise à croire qu'un programme global serait mal accueilli des producteurs canadiens.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Le premier ministre venait à peine de condamner le recours au contrôle des prix ou à toute autre mesure du même genre lors d'une pénurie mondiale ou lorsque des facteurs internationaux font gonfler les prix, et qu'a-t-il fait? Il ne s'est pas contenté d'un blocage de 90 jours, mais il en a imposé un de cinq mois sur les seuls produits pétroliers. S'il est un produit dont les facteurs inflationnistes échappent aux Canadiens, c'est bien le pétrole. Comment le premier ministre peut-il expliquer son refus d'adopter des contrôles complets et justes lorsqu'il est prêt à adopter des contrôles isolés? Comment peut-il se justifier de refuser un système complet de contrôles sous prétexte que ceux-ci créeraient des pénuries alors qu'il recourt à un tel contrôle à sa discrétion?

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Je ne veux pas consacrer beaucoup de temps aux idées de mes amis à ma gauche, mais ils semblent maintenant se trouver dans une position invraisemblable en disant qu'on ne peut faire fonctionner un programme de blocage et de contrôles provisoires mais qu'on peut légiférer en matière de réductions. Cet argument n'est ni logique ni sensé. En réalité, le gouvernement jongle avec des contingents, des blocages et d'autres contrôles sélectifs. Toutes ses déclarations et tous ses plans visent une crise particulière à mesure qu'elle surgit. En suivant cette logique jusqu'à son aboutissement, il semble que, lorsque nous aurons atteint des crises dans tous les secteurs de l'économie, la somme de toutes ces mesures improvisées constituera alors malheureusement le genre de programme de base que nous avons prôné il y a plus de six mois.

Monsieur l'Orateur, je ne m'élève pas contre les mesures destinées à aider ceux qui sont les plus durement touchés

[M. Stanfield.]

par l'état du coût actuel de la vie. De fait, nous avons toujours préconisé certaines de ces mesures. Elles font certainement partie de notre politique générale. Nous reconnaissons aussi la nécessité d'adopter certains programmes de soutien. Nous les appuierons s'ils sont nécessaires, mais nous avons toujours prétendu qu'ils l'étaient. Nous soutiendrons des mesures de genre, mais le Parlement doit également s'attaquer au problème.

Nous devons briser le cercle vicieux dans lequel nous entraîne de plus en plus profondément une psychologie générale de l'inflation et nous devons le faire en suivant deux critères. En premier lieu, nous devons aborder le problème de l'inflation de façon à favoriser l'accroissement soutenu de la productivité et des emplois. La disparité régionale nous force à agir ainsi dans l'intérêt national. Une des choses qui m'effraient à propos des tactiques actuelles du gouvernement est que sa politique financière, ses taux d'intérêt élevés bouleverseront l'économie des régions canadiennes en proie au marasme, avant que nous ayons eu la moindre chance de réduire le chômage dans ces régions à un niveau tolérable. Nous avons donc besoin, dans l'intérêt national, d'une politique qui nous permettra de continuer à créer des emplois. La simple humanité exige que nous le fissions dans l'intérêt du Canadien. Il ne faut plus appliquer la politique déconsidérée de ralentissement adoptée par le gouvernement actuel en 1969 et en 1970.

Deuxièmement, le programme d'action doit être général, à court terme et aussi juste que possible. Les méthodes sélectives sont bien souvent injustes et, dans un sens plus étendu, on ne les trouve pas généralement justes. Je ne prétends nullement que le prix des produits pétroliers ne devrait pas être bloqué durant un certain temps, puis régi. Je prétends simplement qu'il faudrait adopter une ligne de conduite générale. Lorsqu'il s'agit d'envisager l'effet psychologique de l'inflation, on ne peut pas trop insister sur cet élément ou cet esprit de justice—tous sont engagés et tous collaborent dans l'intérêt commun.

Je ne suis certes pas partisan d'une intervention du gouvernement dans l'économie comme celle qu'entraîne notre politique; cependant, me fondant sur ces deux critères et devant l'urgence de la situation, je suis disposé à agir ainsi. Les gouvernements, le monde des affaires et les grandes centrales syndicales peuvent toujours prendre le parti de s'en laver les mains, tout en veillant à leurs propres intérêts. Le simple citoyen, lui, ne peut que se tourner vers le Parlement dans l'attente de directives, d'un geste de sollicitude et d'encouragement: nous ne devons pas le décevoir. Il faut que nous, députés, agissions. Selon le gouvernement, il s'agit d'un problème international. Or la mort et la fiscalité sont des problèmes à la même échelle, mais nous ne cessons pas pour autant d'améliorer les conditions de vie et de payer des impôts. C'est un fait que tous les pays sont aux prises avec l'inflation et les armes que, dans l'ensemble, ils utilisent pour la combattre sont des programmes de stabilisation économique à court terme.

Voilà le gouvernement dont le ministre des Finances (M. Turner) a présenté il y a quelque six mois un budget destiné, selon le ministre, «à augmenter le revenu réel des Canadiens et à améliorer leur niveau de vie». En ce 4 septembre, ces paroles que le ministre a prononcées le 19 février dernier ne sont plus qu'une sinistre blague. Il disait que le budget devait «atténuer la poussée inflationniste... assurer aux Canadiens aînés une part plus équitable et plus satisfaisante de la prospérité nationale crois-